

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-social-democratie-a-t-elle-un-avenir>

La social-démocratie a-t-elle un avenir ?

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 10 octobre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Deux événements importants ont marqué le mois dernier le monde des partis sociaux-démocrates. En Suède, le 19 septembre, le Parti social-démocrate a subi un sérieux revers électoral. Il n'a obtenu que 30,9% des voix, son pire score depuis 1914. Depuis 1932, les sociaux-démocrates ont gouverné le pays 80% du temps et c'est la première fois qu'un parti de centre-droit est réélu. Et pour couronner le tout, un parti d'extrême droite anti-immigrés entre pour la première fois au parlement.

Pourquoi est-ce si spectaculaire ? En 1936, Marquis Childs [1] avait écrit un livre célèbre, *Sweden : The Middle Way*. Childs présentait la Suède social-démocrate comme un juste milieu vertueux, entre les deux extrêmes que représentaient les Etats-Unis et l'Union soviétique. La Suède était un pays qui combinait efficacement redistribution égalitaire et politique démocratique sur le plan intérieur. La Suède a été, au moins depuis les années 1930, la figure emblématique de la social-démocratie dans le monde, sa véritable success story. Et elle passait toujours pour telle encore assez récemment. Ce n'est plus le cas.

Au même moment en Grande-Bretagne, le 25 septembre, en partant pourtant de très loin, Ed Miliband a gagné la direction du Parti travailliste. Sous Tony Blair, ce parti s'était engagé dans une reconstruction radicale connue sous l'étiquette de « New Labour ». Blair avait également défendu l'idée que le parti devait incarner un juste milieu, pas celui situé entre capitalisme et communisme mais entre ce qui avait été autrefois le programme social-démocrate de nationalisation des secteurs clés de l'économie et la domination sans entrave du marché. C'était un juste milieu assez différent de celui de la Suède des années 1930 et d'après.

La décision prise par le Labour de choisir Ed Miliband plutôt que son frère aîné David, un collaborateur clé de Tony Blair, a été interprétée en Grande-Bretagne et ailleurs comme un rejet de Blair et un retour à un Labour un peu plus « social-démocrate » (plus suédois ?). Pourtant, quelques jours plus tard, lors de son premier discours à la conférence du parti, Ed Miliband s'est efforcé de réaffirmer une position « centriste ». Il a toutefois enrobé ses déclarations d'allusions à l'importance de l'« équité » et de la « solidarité ». Et d'ajouter : « nous devons nous débarrasser des vieilles manières de penser et être du côté de ceux qui pensent que la vie ne résume pas à la rentabilité économique ».

Que nous disent ces deux élections sur l'avenir de la social-démocratie ? Par convention (et sans doute de manière juste), on fait remonter l'origine de celle-ci, en tant que mouvement et idéologie, au « révisionnisme » d'Eduard Bernstein dans l'Allemagne de la fin du XIXème. Fondamentalement, selon Bernstein, une fois obtenu le suffrage universel (par lequel il fallait entendre le suffrage masculin), les « ouvriers » pourraient recourir aux élections pour faire accéder leur parti, le Parti social-démocrate (SPD), au le pouvoir et diriger le gouvernement. Une fois le pouvoir parlementaire conquis, le SPD pourrait alors « mettre en vigueur » le socialisme. Par conséquent, concluait-il, miser sur l'insurrection comme chemin vers le pouvoir était inutile, voire stupide.

Ce que Bernstein définissait comme étant le socialisme était, par bien des façons, peu clair mais semblait cependant à l'époque inclure la nationalisation des secteurs clés de l'économie. Depuis, l'histoire de la social-démocratie en tant que mouvement a été celle d'un glissement lent mais continu de la radicalité politique vers des orientations très centristes.

Les partis renièrent leur internationalisme théorique en 1914 pour se ranger derrière leurs gouvernements lors de la Première guerre mondiale. Après la seconde guerre mondiale, ces partis s'alignèrent sur les Etats-Unis lors de la guerre froide contre l'Union soviétique. Et en 1959, à sa conférence de Bad Godesberg, le SPD allemand renia officiellement et complètement le marxisme. Il déclara que « d'un parti de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate est devenu un parti du peuple ».

Ce que le SPD allemand et les autres partis sociaux-démocrates se mirent à représenter à l'époque fut ce compromis social appelé « Etat providence ». Dans cette perspective, durant la période de grande expansion de l'économie-monde des années 1950 et 1960, la social-démocratie connut une grande réussite. Et à cette époque, elle demeura un « mouvement », en ce sens que ces partis disposaient du soutien actif et de l'allégeance d'un très grand nombre de personnes dans leurs pays.

Quand l'économie-monde entra dans sa longue phase de stagnation, qui commença dans les années 1970, et que le monde entra alors dans une période dominée par la « mondialisation » néolibérale, les partis sociaux-démocrates commencèrent à bouger. Ils abandonnèrent la référence à l'Etat providence pour se faire simplement les avocats d'une version plus douce de la primauté du marché. Le « New Labour » de Blair, c'était cela. Le parti social-démocrate suédois résista plus longtemps que les autres à ce glissement, mais il finit lui aussi par y succomber.

La conséquence de tout ceci est que la social-démocratie cessa d'être un « mouvement » capable de rallier le soutien puissant d'un grand nombre de personnes. Elle devint une machine électorale que n'animaient plus les passions d'antan.

Si la social-démocratie n'est plus un mouvement, elle demeure cependant une préférence culturelle. Les électeurs continuent de vouloir bénéficier des prestations, même amoindries, de l'Etat providence. Ils protestent quand ils perdent une fois de plus l'une de ces prestations, ce qui se produit avec une certaine régularité aujourd'hui.

Enfin, un mot sur l'entrée au sein du parlement suédois d'un parti d'extrême droite anti-immigrés. Les droits des « minorités », ethniques et autres, sans parler des droits des immigrants, n'ont jamais été le point fort des sociaux-démocrates. Dans chaque pays, les partis sociaux-démocrates ont eu tendance à être les partis de la majorité ethnique, défendant le pré carré de celle-ci contre d'autres travailleurs qui, à leurs yeux, concurrençaient leurs salaires et leurs emplois. La solidarité et l'internationalisme étaient des slogans utiles lorsqu'il n'y avait pas de concurrence en vue. La Suède n'a pas été sérieusement confrontée à cette question jusqu'à récemment. Et lorsqu'elle a dû y faire face, un segment des électeurs sociaux-démocrates se sont simplement déplacés vers l'extrême droite.

La social-démocratie a-t-elle un avenir ? Comme préférence culturelle, oui ; comme mouvement, non.

[Commentaire n° 290](#), 1er octobre 2010.

► **Immanuel Wallerstein.** Sociologue au Centre Fernand Braudel à l'Université de Birmingham, , chercheur au département de sociologie de l'université de Yale.